



Union syndicale CGT Ferc Sup – FO SNPREEES - SNASUB FSU pour la défense des personnels

- **Pour une représentation des personnels indépendante de tout président**
- **Pour le respect de nos droits**
- **Pour un engagement syndical combatif**

Les personnels de l'université de Lorraine sont appelés à voter le **mardi 4 avril 2017** pour renouveler leurs représentant-e-s aux conseils centraux de notre établissement, **Conseil d'administration, Conseil de la vie universitaire, Conseil de la formation, Conseil scientifique et Sénat académique**

Pour défendre les intérêts **collectifs** des personnels titulaires et contractuels, les syndicats **CGT Ferc Sup, FO-SNPREEES et SNASUB-FSU** de l'université de Lorraine présentent en commun des candidat-e-s dans les collèges BIATSS.

Une union qui a fait ses preuves !

Forts de 5 années de collaboration au sein de ces instances ainsi qu'au Comité technique et au CHSCT de l'établissement, particulièrement actifs depuis la création de l'UL, nos élu-e-s ont été de **tous les débats et de tous les combats** que la création de l'université de Lorraine a suscités et que le contexte national exige : temps de travail, contractuels, RIFSEEP, primes spéciales, I-SITE, gels de postes, sélection en Master ...

Défendre les personnels !

Nos candidatures ont pour objet de défendre les intérêts exclusifs des **personnels** de l'université et non de participer à la gestion des affaires courantes. Le rôle d'un.e élu.e est avant tout de porter les revendications des personnels. Notre rôle n'est pas de cogérer la pénurie mais de **défendre et de faire progresser les droits des personnels.**

Nos élu-e-s se battront à leurs côtés, en toute indépendance, face au futur président, quel qu'il soit, pour le respect de leurs droits et pour un engagement syndical combatif.

Le désengagement de l'Etat sur les crédits récurrents a déjà provoqué l'asphyxie budgétaire des établissements comme le nôtre. Les personnels de l'université de Lorraine, devenus **charge de masse salariale**, ont progressivement vu leurs conditions de travail se dégrader : charge de travail toujours croissante, réduction du pouvoir d'achat, climat d'inquiétude et d'incertitude quant à la pérennité de leurs activités, l'évolution de leur institution et sur leur avenir propre.



Défendre le service public de l'enseignement et de la recherche !

Ces élections se tiennent dans un **contexte national** particulier dans lequel, sans se lasser, le gouvernement, et sans doute les suivants, poursuivront leurs attaques contre les salariés du public comme du privé.

Aux différentes réformes subies qui ont fortement perturbé et fragilisé le **statut national du Service Public d'Enseignement Supérieur et de la Recherche**, il faut ajouter : le gel du point d'indice depuis 2010, un dégel dérisoire, peu ou pas de déroulement de carrière, l'absence de concours et l'amplification de la précarité, malgré une loi Sauvadet dont l'application a quasiment été laissée au libre choix des établissements : d'ailleurs, en Lorraine, malgré la demande récurrente de nos organisations syndicales, le président n'a jamais accepté qu'un plan de titularisation digne de ce nom soit mis en place.

Ces réformes régressives visent à déréglementer et à généraliser une gestion s'apparentant au secteur privé : individualisation des salaires et des primes (telles l'IPAGE et la prime d'intéressement à l'UL), mise en concurrence des établissements et des services, laboratoires de recherche contraints à une course effrénée aux crédits pour faire face au désengagement de l'État...

Nos syndicats et nos élu-e-s luttent sans relâche contre la précarité et l'individualisation des salaires et porteront la revendication d'un service public fort de l'enseignement supérieur et de la recherche assuré par des personnels de la fonction publique d'État.

Nous veillerons à ce que les projets délétères d'un président reconduit ou d'un nouvel arrivant ne soient pas mis en place :

- Nous lutterons contre la révision annoncée du règlement de gestion des **contractuels** (issu des négociations post-fusion et encore aujourd'hui parmi les plus favorables du paysage national),
- Nous nous battons contre les aménagements rétrogrades du règlement de gestion **du temps de travail**,
- Nous veillerons à ce que **l'IPAGE** soit abrogée, et continueront le combat contre le **RIFSEEP** : nous défendons les principes statutaires d'une rémunération indiciaire basée sur la **qualification** (le diplôme) et les **compétences** (le corps et le grade) et l'égalité de traitement dans une équitable proportionnalité des primes,
- Nous exigerons que la loi Sauvadet soit appliquée avec efficacité à l'UL,
- Nous combattons l'individualisme, la concurrence et leurs cortèges d'inefficacité, de violence et de souffrance au travail pour que les personnels de l'université de Lorraine retrouvent enfin des **conditions de travail acceptables**.

Le 4 avril

**Votez et faites voter pour les listes d'union syndicale
CGT Ferc Sup – FO SNPREES - SNASUB FSU**